

Francesca Albanese et le chemin solitaire de la résistance

par Chris Hedges,* Etats-Unis



Chris Hedges.
(Photo zvg)

(CH-S) Après l'enlèvement du président vénézuélien et de son épouse par l'armée américaine, en violation du droit international, les médias publics ne parlent pratiquement plus de la situation catastrophique à Gaza et des «sanctions» illégales prises à l'encontre des employés de l'ONU dénonçant cette situation. La rapporteuse spéciale de l'ONU Francesca Albanese attire l'attention sur la situation à Gaza. C'est pourquoi elle figure sur la liste noire des Etats-Unis et est traitée comme une terroriste.

(Nice, France) – C'est un après-midi de fin novembre. Je me rends à Gênes, en Italie, avec Francesca Albanese, la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits humains dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967. Nous sommes en route pour rejoindre les dockers en grève. Ceux-ci réclament un moratoire sur les livraisons d'armes à Israël et l'abandon des projets du gouvernement italien visant à augmenter les dépenses militaires.

Nous filons à toute allure, longeant les eaux d'un bleu profond de la Baie des Anges à notre droite et les Alpes françaises escarpées à notre gauche. Des châteaux et des groupes de maisons aux toits de tuiles rouges, baignés par la lumière déclinante, trônent sur les collines vallonnées. Des palmiers bordent la route côtière.

Francesca – grande, avec quelques mèches grises, de grandes lunettes à monture noire et des créoles – est la bête noire d'Israël et des Etats-Unis. Six jours après la publication de son



Francesca Albanese. (Photo Un Photos/Mark Garten)

rapport «From economy of occupation to economy of genocide»¹ [De l'économie d'occupation à l'économie du génocide], elle a été inscrite sur la liste de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du ministère américain des Finances,² qui sert normalement à sanctionner les personnes accusées de blanchiment d'argent ou de liens avec des organisations terroristes.

La liste de l'OFAC – utilisée comme une arme par l'administration Trump pour persécuter Francesca et constituant une violation flagrante de l'immunité diplomatique³ accordée aux fonctionnaires de l'ONU⁴ – interdit aux institutions financières d'avoir pour clients les personnes figurant sur cette liste. Une banque qui autorise une personne figurant sur la liste de l'OFAC à effectuer des transactions financières n'est plus autorisée à travailler avec le dollar, s'expose à des amendes de plusieurs millions de dollars et est exclue des systèmes de paiement internationaux.

Dans son rapport, Francesca répertorie 48 entreprises et institutions,⁵ dont Palantir Technologies,⁶ Lockheed Martin, Alphabet Inc., Amazon, International Business Machines Corporation (IBM), Caterpillar Inc., Microsoft Corporation et le Massachusetts Institute of Technology (MIT), ainsi que des banques et des sociétés financières telles que BlackRock, des compagnies d'assu-

* Chris Hedges, né en 1956, est un journaliste et auteur américain. Il a publié de nombreux ouvrages politiques et a longtemps été correspondant à l'étranger pour le *New York Times*. Il est titulaire d'une licence en littérature anglaise de l'Université Colgate et d'une maîtrise en théologie de l'Université Harvard.

Hedges a travaillé pendant près de deux décennies comme correspondant à l'étranger en Amérique centrale, au Moyen-Orient, en Afrique et dans les Balkans. Il a été l'un des premiers à critiquer fermement le projet

américain d'envahir et d'occuper l'Irak, qualifiant la couverture médiatique de l'époque de «reportage honteux et enthousiaste». En 2002, il a fait partie de l'équipe de reporters du *New York Times* qui a remporté le prix Pulitzer pour sa couverture du terrorisme mondial. La même année, il a remporté le «Amnesty International Global Award for Human Rights Journalism». Afin de préserver son indépendance en tant que journaliste, il publie désormais une chronique et un podcast hebdomadaires, *The Chris Hedges Report*, sur Substack.

rance, des sociétés immobilières et des organisations caritatives qui, en violation du droit international, tirent des milliards de dollars de l'occupation et du génocide des Palestiniens.

Le rapport, qui contient une base de données de plus de 1000 entreprises collaborant avec Israël, exige que ces entreprises et institutions rompent leurs liens avec Israël ou soient tenues responsables de complicité dans des crimes de guerre. Il décrit «l'occupation éternelle» d'Israël comme «le terrain d'essai idéal pour les fabricants d'armes et les grandes entreprises technologiques, offrant une demande et une offre illimitées, peu de contrôle et aucune responsabilité, tandis que les investisseurs et les institutions privées et publiques en tirent librement profit». Voici mon entretien avec Francesca au sujet du rapport.⁷

Francesca, dont les précédents rapports, notamment «Gaza Genocide: a collective crime» [Génocide à Gaza: un crime collectif] et «Genocide as colonial erasure»⁸ [Le génocide comme effacement colonial], ainsi que ses condamnations passionnées des massacres commis par Israël à Gaza, ont fait d'elle une cible. Chaque fois qu'elle s'écarte du scénario approuvé, elle est vivement critiquée, comme lorsque des manifestants propalestiniens ont pris d'assaut le siège du quotidien italien «La Stampa» pendant que nous étions en Italie.

Francesca a condamné l'attaque et la destruction de biens⁹ – les manifestants ont dispersé des journaux et tagué des slogans tels que «Free Palestine» et «Newspapers complicit with Israel» sur les murs –, mais a ajouté que cela devait servir d'«avertissement à la presse» pour qu'elle fasse son travail. Cette réserve exprimait sa frustration face au discrédit¹⁰ jeté par les médias sur les reportages des journalistes palestiniens – depuis le 7 octobre, plus de 278 journalistes et professionnels des médias ont été tués par Israël,¹¹ ainsi que plus de 700 membres de leur famille – et au renforcement aveugle de la propagande israélienne. Mais ses détracteurs, dont la Première ministre italienne *Giorgia Meloni*,¹² ont utilisé cela pour la lyncher.

Le ministre des Affaires étrangères Marco Rubio a imposé des sanctions à Francesca en juillet.

«Les Etats-Unis ont condamné et dénoncé à plusieurs reprises les activités partiales et malveillantes d'Albanese, qui la rendent depuis longtemps inapte à occuper le poste de rapporteuse

spéciale», indiquait le communiqué de presse du département d'Etat.¹³ «Albanese a propagé un antisémitisme flagrant, exprimé son soutien au terrorisme et affiché un mépris ouvert pour les Etats-Unis, Israël et l'Occident. Cette partialité a été évidente tout au long de sa carrière, notamment lorsqu'elle a recommandé à la *Cour pénale internationale* (CPI) de délivrer, sans fondement légitime, des mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien *Benjamin Netanyahu* et l'ancien ministre de la Défense *Yoav Gallant*.»

«Récemment, elle a intensifié ces efforts en envoyant des lettres de menace à des dizaines d'institutions à travers le monde, y compris de grandes entreprises américaines dans les domaines de la finance, de la technologie, de la défense, de l'énergie et de l'hôtellerie, dans lesquelles elle formulait des accusations extrêmes et sans fondement et recommandait à la CPI d'ouvrir des enquêtes et des poursuites contre ces entreprises et leurs dirigeants», poursuit le communiqué. «Nous ne tolérerons pas ces campagnes de guerre politique et économique qui menacent nos intérêts nationaux et notre souveraineté.»

Ces sanctions font suite à celles imposées en février¹⁴ et juin¹⁵ au procureur de la Cour, *Karim Khan*,¹⁶ ainsi qu'à deux juges pour avoir émis des mandats d'arrêt contre Netanyahu et Gallant.

Francesca n'est pas autorisée à entrer aux Etats-Unis, même pour se présenter aux Nations Unies à New York et soumettre l'un de ses deux rapports annuels. L'autre sera présenté au bureau des Nations Unies à Genève.

Les avoirs de Francesca aux Etats-Unis ont été gelés, notamment son compte bancaire et son appartement américain. Les sanctions la coupent du système bancaire international et bloquent, entre autres, l'utilisation de ses cartes de crédit. Son assurance maladie privée refuse de rembourser ses frais médicaux. Les chambres d'hôtel réservées à son nom ont été annulées. Elle ne peut désormais payer qu'en espèces ou avec une carte bancaire empruntée.

Des institutions, notamment des universités américaines,¹⁷ groupes de défense des droits humains, des professeurs et des ONG qui travaillaient autrefois avec Francesca ont rompu leurs relations avec elle, par crainte des sanctions applicables à tout citoyen américain qui collabore avec elle. Elle et sa famille reçoivent régulièrement des menaces de mort. Israël et les Etats-Unis ont lancé une campagne pour la destituer de son poste à l'ONU.

Francesca est la preuve que lorsqu'on s'engage résolument en faveur des opprimés, on est soi-même traité comme un opprimé.

Elle n'est pas sûre que son livre «When the World Sleeps: Stories, Words, and Wounds of Palestine»¹⁸ [Quand le monde dort: histoires, mots et blessures de Palestine], qui a été traduit en anglais et devrait paraître en avril prochain, sera distribué aux Etats-Unis.

«Je suis une personne sanctionnée», dit-elle avec regret.

Mais elle ne se laisse pas intimider. Sa prochaine salve sera un rapport documentant la torture des Palestiniens dans les prisons israéliennes. Alors que la torture n'était «pas très répandue» avant le 7 octobre, elle est désormais omniprésente,¹⁹ dit-elle. Elle recueille les témoignages de personnes libérées après avoir été détenues par Israël.

«Cela me rappelle les récits et les témoignages que j'ai lus sur la dictature en Argentine», me confie Francesca. «C'est aussi grave que cela. Il s'agit de tortures systématiques infligées aux mêmes personnes. Les mêmes personnes sont enlevées, violées, puis ramenées, enlevées, violées, puis ramenées.»

«Des femmes?», demandé-je.

«Les deux», répond-elle.

«Les femmes vous racontent qu'elles ont été violées à plusieurs reprises. On leur a demandé de masturber des soldats. C'est incroyable», dit Francesca. «Qu'une femme dise une chose pareille. Imaginez ce qu'elles ont vécu? Certaines ont perdu l'usage de la parole. Elles ne peuvent plus parler. Elles ne peuvent plus s'exprimer après ce qu'elles ont subi.»

Les médias traditionnels, dit-elle, ne se contentent pas de répéter docilement les mensonges israéliens, mais bloquent systématiquement les reportages qui présentent Israël sous un jour négatif.

«En avril, j'ai rendu compte des premiers cas de harcèlement sexuel et de viol qui s'étaient produits en janvier et février 2024», dit-elle. «Les gens ne voulaient pas écouter. Le *New York Times* m'a interviewée pendant deux heures. Deux heures. Ils n'ont pas écrit une seule ligne à ce sujet.»

«Le *Financial Times* avait, en raison de la pertinence du sujet, une version bloquée de *From economy of occupation to economy of genocide*», dit-elle. «Ils ne l'ont pas publiée. Ils n'ont même pas publié de critique ou d'article, plu-

sieurs jours après la conférence de presse. Mais ils ont publié une critique de mon rapport. J'ai eu une réunion avec eux. Je leur ai dit: «C'est vraiment déprimant. Qui êtes-vous? Etes-vous payés pour votre travail? A qui êtes-vous loyaux, à vos lecteurs?» Je leur ai mis la pression. Ils ont répondu: <Eh bien, nous avons estimé que cela ne correspondait pas à nos normes.»»

Je lui explique que le *«New York Times»* supprime de cette manière les articles des journalistes que les rédacteurs jugent trop provocateurs.

«Ils vous discréditent vos sources, quelles qu'elles soient», lui dis-je. «Cela devient un prétexte pour empêcher la publication. Ce n'est pas une discussion de bonne foi. Ils ne fournissent pas une analyse impartiale de vos sources. Ils les rejettent catégoriquement. Ils ne vous disent pas la vérité, à savoir: <Nous ne voulons pas avoir affaire à Israël et au lobby israélien.> C'est la vérité. Mais ils ne le disent pas. Ils se contentent toujours de dire: <Cela ne répond pas à nos critères.»»

«Il n'y a plus de médias libres, plus de presse libre en Italie», déplore Francesca. «Elle existe, mais c'est marginal. C'est une exception. Les principaux journaux appartiennent à des groupes liés aux grandes puissances, aux puissances financières et économiques. Le gouvernement contrôle – directement ou indirectement – une grande partie de la télévision italienne.»

Selon Francesca, la tendance au fascisme en Europe et aux Etats-Unis est étroitement liée au génocide, tout comme la résistance naissante.

«Il y a une colère et un mécontentement bouillonnants à l'égard des dirigeants politiques en Europe», dit-elle. «Il existe également une crainte persistante dans de nombreux pays en raison de la montée de l'extrême droite. Nous avons déjà vécu cela. Certaines personnes ont encore en mémoire le fascisme en Europe. Les cicatrices du nazisme et du fascisme sont toujours là, tout comme le traumatisme. Les gens ne parviennent pas à comprendre ce qui s'est passé et pourquoi cela s'est produit. La Palestine a choqué les gens. Les Italiens en particulier. Peut-être parce que nous sommes qui nous sommes, dans le sens où nous ne pouvons pas être réduits au silence aussi facilement, nous ne pouvons pas être effrayés comme l'ont été les Allemands et les Français. J'ai été choqué en France. La peur et la répression sont incroyables. Ce n'est pas aussi grave qu'en Allemagne, mais c'est bien pire qu'il y a deux ans. Le ministre de l'Education en France a annulé une conférence

universitaire sur la Palestine au Collège de France, la plus haute institution française. Le ministre de l'Education! Et il s'en est vanté.»

Francesca dit que notre seul espoir réside désormais dans la désobéissance civile, incarnée par des actions telles que des grèves qui perturbent le commerce et le gouvernement, ou les tentatives des flottilles²⁰ d'atteindre Gaza.

«Les flottilles ont créé ce sentiment que «Oh, on peut faire quelque chose», dit-elle. «Nous ne sommes pas impuissants. Nous pouvons faire bouger les choses, même en secouant le sol et en faisant tanguer le bateau. Puis les travailleurs sont arrivés. Les étudiants étaient déjà mobilisés. Les différentes manifestations ont fait naître le sentiment que nous pouvons encore changer les choses. Les gens ont commencé à comprendre les liens existants.»

En octobre, Francesca a présenté son rapport de 24 pages intitulé «Gaza Genocide: a collective crime»²¹ à l'Assemblée générale des Nations Unies, un rapport qui a dû être remis à distance²² depuis la *Desmond and Leah Tutu Legacy Foundation* à Cape Town, en Afrique du Sud, en raison des sanctions.

Danny Danon, l'ambassadeur israélien auprès des Nations Unies, a déclaré après sa présentation: «Madame Albanese, vous êtes une sorcière, et ce rapport est une nouvelle page de votre grimoire.» Il l'a accusée d'essayer de «maudire Israël avec des mensonges et de la haine».

«Chaque page de ce rapport est un sortilège vide, chaque accusation est un sortilège qui ne fonctionne pas parce que vous êtes une sorcière ratée», a poursuivi Danon.

«Cela a déclenché un moment d'illumination», dit Francesca à propos des insultes. «Je l'ai associé à l'injustice dont les femmes ont été victimes au fil des siècles.»

«Ce qui arrive aux Palestiniens et à ceux qui défendent la cause palestinienne équivaut à des bûchers de sorcières sur la place publique en 2025», poursuit-elle. «On a fait la même chose aux scientifiques et aux théologiens qui n'étaient pas d'accord avec l'Eglise catholique. On a fait la même chose aux femmes qui connaissaient le pouvoir des herbes. Cela a été fait aux minorités religieuses, aux peuples autochtones comme les Sámi.»

«La Palestine», dit Francesca, «a ouvert une porte sur l'histoire, sur nos racines et sur ce que nous risquons si nous ne mettons pas un frein à tout cela.»

Source: <https://chrishedges.substack.com/p/francesca-albanese-and-the-lonely>, 30 décembre 2025

(Traduction «Point de vue Suisse»)

¹ <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/sessions-regular/session59/advance-version/a-hrc-59-23-aev.pdf>

² https://ofac.treasury.gov/recent-actions/20250709_33

³ <https://www.ohchr.org/en/statements/2025/08/us-sanctions-special-rapporteur-francesca-albanese-threaten-human-rights-system>

⁴ <https://www.refworld.org/legal/resolution/unga/1946/en/12064>

⁵ <https://chrishedges.substack.com/p/profiting-from-genocide>

⁶ <https://chrishedges.substack.com/p/the-rise-of-the-thielverse-and-the>

⁷ <https://chrishedges.substack.com/p/the-rise-of-the-thielverse-and-the>

⁸ <https://chrishedges.substack.com/p/the-member-states-complicit-in-genocide> und <https://chrishedges.substack.com/p/the-persecution-of-francesca-albanese>

⁹ <https://brusselssignal.eu/2025/12/in-italy-un-envoy-albanese-accused-of-justifying-violence-against-journalists>

¹⁰ <https://chrishedges.substack.com/p/the-betrayal-of-palestinian-journalists>

¹¹ <https://www.aljazeera.com/news/2025/12/28/israel-kills-over-700-relatives-of-palestinian-journalists-in-gaza-report>

¹² https://www.ansa.it/english/news/politics/2025/12/01/meloni-raps-albanese-over-la-stampa-raid-warning-comment_cf8690fd-8a75-4da3-a7dd-28dd5ad67489.html

¹³ <https://www.state.gov/releases/office-of-the-spokesperson/2025/07/sanctioning-lawfare-that-targets-u-s-and-israeli-persons>

¹⁴ <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/02/imposing-sanctions-on-the-international-criminal-court>

¹⁵ <https://www.state.gov/releases/office-of-the-spokesperson/2025/06/imposing-sanctions-in-response-to-the-iccs-illegitimate-actions-targeting-the-united-states-and-israel>

¹⁶ <https://www.icc-cpi.int/sites/default/files/2022-06/Bio-Karim-Khan.pdf>

¹⁷ <https://www.aa.com.tr/en/americas/us-georgetown-university-cuts-ties-with-un-rapporteur-albanese-after-her-push-for-justice-in-occupied-palestine/3784114>

¹⁸ <https://otherpress.com/product/when-the-world-sleeps-9781635426038>

¹⁹ https://www.btselem.org/publications/202408_welcome_to_hell

²⁰ <https://www.aljazeera.com/news/liveblog/2025/9/2/live-geta-thunberg-once-more-on-board-sumud-flotilla-sailing-for-gaza>

²¹ <https://bdsmovement.net/news/new-un-published-report-exposes-complicity-states-enabling-genocide>

²² <https://www.dailymaverick.co.za/article/2025-10-29-israel-gaza-genocide-fuelled-by-western-support-albanese>